

Cadre de concertation des regroupements de gestionnaires en ressources



Cadre de concertation des regroupements de gestionnaires en ressources

1. Rappel

Dans un communiqué publié le 18 novembre 2010 dans l'intranet, le secrétaire du Conseil du trésor rappelait aux membres des regroupements de gestionnaires en ressources la décision du Conseil du trésor du 26 octobre dernier qui vise à revoir et à modifier les façons de faire pour les activités de concertation.

Cette décision prend appui sur le Plan d'action pour le contrôle et la réduction des dépenses 2010-2014, où il est demandé à l'administration publique de revoir son mode de fonctionnement avec la préoccupation constante d'un meilleur usage des fonds publics.

Cette décision a pour conséquences que :

- le cadre de gestion des Forums de concertation en administration est aboli;
- les soldes des fonds locaux et des comptes bancaires à la disposition des Forums de concertation en administration seront retournés au Fonds consolidé du revenu;
- le principe de cotisation est aboli;
- les sept secrétariats permanents

n'existent plus et sont remplacés par une structure de concertation et d'accompagnement plus légère qui prend en compte les objectifs de réduction et de contrôle des dépenses.

L'abolition du cadre de gestion des forums et de leurs secrétariats ne met nullement en cause tout le travail accompli au fil des ans par ces derniers, ni la nécessité pour le gouvernement de consulter et de se concerter avec les gestionnaires en ressources.

Les activités de concertation et de consultation des gestionnaires en ressources sont importantes. Depuis le 1^{er} janvier 2011, elles se poursuivent selon de nouvelles modalités. Parmi les nouveautés, le fonctionnement des regroupements de gestionnaires en ressources et leur appellation sont laissés au soin des membres.

2. Répartition des rôles

Pour donner suite à la décision du Conseil du trésor, des responsables ont été désignés pour assurer la liaison et les relations avec les sept regroupements de gestionnaires en ressources.

Le Secrétariat à la communication gouvernementale s'occupera des relations avec les responsables des communications. La secrétaire associée à la communication gouvernementale verra à convenir avec les représentants du regroupement des responsables des communications des modalités de fonctionnement à mettre en place.

Le Secrétariat du Conseil du trésor a la responsabilité de la concertation des directeurs généraux de l'administration et a désigné des secrétaires associés ou des directrices pour les secteurs des ressources humaines, financières, matérielles, informationnelles et de la vérification interne. Le tableau ci-dessous indique le nom des responsables de la concertation auprès de chacun des regroupements.

Nom des personnes responsables	Regroupement des gestionnaires en ressources
Denys Jean	Directeurs généraux de l'administration
Clément D'Astous	Ressources financières
Alain Parenteau	Ressources matérielles
Guy Mercier	Ressources humaines
Denis Garon	Ressources informationnelles
Sonia Simard	Vérification interne
Marielle Charland	Concertation et accompagnement

3. Mandat des sous-secrétariats et des directions

- **Consulter**, c'est-à-dire demander avis aux regroupements de gestionnaires sur tout sujet de nature réglementaire (projets d'orientations, de politiques, de stratégies, de directives, de normes, etc.) relativement à la gestion des ressources publiques;
- **Écouter**, c'est-à-dire favoriser, au profit des regroupements, une zone d'influence en accueillant les nouvelles approches à partager, les difficultés d'opérationnalisation et les besoins exprimés par les regroupements de gestionnaires notamment en matière de développement des compétences;
- **Concertier**, c'est-à-dire projeter de concert avec les regroupements de gestionnaires la mise en œuvre des décisions gouvernementales relativement à la gestion des ressources publiques;
- **Accompagner**, c'est-à-dire offrir l'information et le soutien nécessaires pour la mise en œuvre des décisions gouvernementales relativement à la gestion des ressources publiques;
- **Appuyer le réseautage**, c'est-à-dire mettre en place les moyens nécessaires à l'échange et au partage entre pairs de réflexions et de bonnes pratiques relativement à la gestion des ressources publiques.

4. Modalités – planification et reddition de comptes

Depuis le 1^{er} janvier, chaque regroupement est invité à désigner un représentant ainsi que des substituts qui assureront l'interface :

- d'une part, entre leur regroupement et le secrétaire et, le sous-secrétariat concerné ou la Direction de la planification stratégique et de l'administration publique;
- d'autre part, entre leur regroupement et la Direction du développement durable, de la concertation en administration et des mandats spéciaux (DDDCAMS), qui est responsable d'assurer la concertation et l'accompagnement des regroupements.

Chaque regroupement de gestionnaires présente annuellement un plan de travail ainsi qu'un bilan d'activités. D'autres activités pourraient s'ajouter à celles déjà planifiées. Elles devront, le cas échéant, constituer une valeur ajoutée pour l'État, s'inscrire dans la planification annuelle des activités et présenter une cohérence avec les actions déjà entreprises par d'autres secteurs d'activités gouvernementales.

Afin de s'assurer de la cohérence avec ses objectifs stratégiques et de concourir à la réalisation du plan d'action annuel du Secrétariat du Conseil du trésor, chaque sous-secrétariat analyse le plan de travail soumis par le regroupement de gestionnaires dont il est responsable, et ce, en collaboration avec la DDDCAMS.

5. Structure de concertation et d'accompagnement

Le bilan d'activités est présenté sous forme de résultats atteints et soutient la reddition de comptes du sous-secrétariat concerné.

Une rencontre annuelle mettant en présence le secrétaire du Conseil du trésor et les responsables de chaque regroupement de gestionnaires a lieu pour faire le point sur le fonctionnement et les travaux des regroupements ainsi que pour discuter de préoccupations communes.

Cette rencontre annuelle est convoquée et organisée par le Secrétariat du Conseil du trésor. Le bilan de cette rencontre soutient la reddition de comptes et la planification des activités de consultation et de concertation. En effet, le Secrétariat du Conseil du trésor évalue annuellement la participation des regroupements aux activités de consultation et de concertation et les résultats obtenus sont présentés dans son rapport annuel de gestion.

Depuis le 7 février 2011, M^{me} Marielle Charland est responsable de la Direction du développement durable, de la concertation en administration et des mandats spéciaux.

Cette direction a comme responsabilité de coordonner la concertation et d'accompagner les sous-secrétariats et les responsables de la concertation gouvernementale ainsi que les représentants des regroupements de gestionnaires dans la mise en œuvre des activités découlant des cinq volets du mandat de concertation des sous-secrétariats.

La direction évalue annuellement le niveau de satisfaction des participants des regroupements de gestionnaires relativement à la valeur ajoutée, pour eux-mêmes, des activités tenues dans chacun des cinq volets du mandat de concertation des sous-secrétariats.

De plus, cette direction fournit l'appui professionnel et logistique nécessaire à la réalisation des activités par l'intermédiaire de trois coordonnateurs à la concertation et de deux agents de secrétariat.

À cet effet, la DDDCAMS dispose d'un budget pour la réalisation de projets de recherche ou d'études, pour les frais de réservation de salle et autres frais logistiques.

Parmi ses responsabilités et tâches, le coordonnateur à la concertation doit notamment :

- **appuyer** les sous-secrétariats et les regroupements dans la réalisation de leurs responsabilités de consultation et de concertation en assurant les activités de veille, d'organisation de rencontres, de rédaction des comptes rendus et autres documents;
- **conseiller et accompagner** les sous-secrétariats dans l'analyse du plan annuel de travail des regroupements et dans la réalisation de celui-ci;
- **organiser et coordonner** les activités programmées au plan de travail de chacun des regroupements;
- **produire** des travaux d'analyse et de synthèse concernant diverses problématiques relatives à la gestion des ressources;
- **développer et maintenir** des relations soutenues et efficaces avec les différents partenaires de la concertation;
- **soutenir** l'animation des activités de réseautage et de diffusion d'information auprès des regroupements;
- **travailler** en partenariat étroit avec le chargé de projet afin d'assurer la cohérence avec les travaux menés par les sous-comités de travail du Forum des sous-ministres.

La Direction des communications s'est vu confier le mandat suivant :

- **élaborer** une proposition sur la possibilité de regrouper les intranets actuels en un seul;
- **suggérer** une solution de groupe virtuel ou de réseau professionnel privé qui favoriserait les échanges et le partage de connaissances et d'expertise;
- **s'assurer** du maintien des intranets actuels dans l'attente d'une nouvelle proposition.



